



No de résolution
ou annotation

Province de Québec
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-FERRÉOL-LES-NEIGES, TENUE DANS L'ANCIEN HÔTEL DE VILLE, 33, RUE DE L'ÉGLISE, LE 9 SEPTEMBRE 2024, À 19H30, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MADAME MÉLANIE ROYER-COUTURE, MAIRESSE.

Sont présents : Mesdames Camille Nadeau et Mélanie Royer-Couture et messieurs Claude Leclerc, Éric Ennis, Marc Magny et Vincent Villemure.

Invité : Monsieur Benoît Cloutier, directeur général adjoint.

Absent avec motivation : Monsieur Stéphane Racine.

Secrétaire d'assemblée : Madame Lynn Parker, greffière-trésorière.

OUVERTURE DE LA SÉANCE Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée par la présidente.

Rés. #24-201
Adoption de
l'ordre du jour Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;
Que le conseil municipal adopte l'ordre du jour tel que rédigé.

**ADOPTION
DES PROCÈS-
VERBAUX**

Rés. #24-202
Procès-verbal
de la séance
ordinaire du
12 août 2024 Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;
Que la secrétaire d'assemblée soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel qu'il a été rédigé.

Rés. #24-203
Procès-verbal
de la séance
extraordinaire
du 14 août
2024 Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;
Que la secrétaire d'assemblée soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel qu'il a été rédigé.

**PÉRIODE DE
QUESTIONS DES
PERSONNES
PRÉSENTES** Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et des citoyens.
Quelques citoyens adressent des questions au conseil.

**ADMINISTRATION
GÉNÉRALE** La secrétaire d'assemblée informe les membres du conseil qu'aucun point n'a été reçu.

**CONSEIL
MUNICIPAL**

Rés. #24-204
Modification
de la
constitution
du Comité RH Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;
Que les membres du conseil acceptent de nommer monsieur Marc Magny, conseiller, membre du Comité RH en remplacement de monsieur Éric Ennis, conseiller.

COMMUNICATION La secrétaire d'assemblée informe les membres du conseil qu'aucun point n'a été reçu.



No de résolution
ou annotation

**DIRECTION
GÉNÉRALE**

Rés. #24-205
Nomination
au poste de
directeur-
général et
greffier-
trésorier
adjoint par
intérim et
signataire
autorisé

Considérant que le directeur général actuellement en poste, Luc de la Durantaye, quitte son poste à la Municipalité en date du 6 septembre 2024;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil désignent Benoît Cloutier directeur général et greffier trésorier adjoint par intérim, le tout assujéti d'une prime salariale de 15%.

Que les membres du conseil désignent Benoît Cloutier comme signataire autorisé pour l'ensemble des dossiers et des documents émis par la Municipalité.

Rés. #24-206
Nomination
au poste de
directrice-
générale
adjointe par
intérim

Considérant que le directeur général actuellement en poste, Luc de la Durantaye, quitte son poste à la Municipalité en date du 6 septembre 2024;

Considérant que Benoît Cloutier, directeur général adjoint, est nommé directeur général par intérim le 9 septembre 2024;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil désignent Camille Medda, directrice de la gestion de la vie communautaire, directrice générale adjointe par intérim, le tout assujéti d'une prime salariale de 15%.

Rés. #24-207
Abrogation de
la résolution
#22-177 : Plan
de sécurité
civile

Considérant que seuls les postes de coordonnateur municipal à la sécurité civile et coordonnateur municipal adjoint à la sécurité civile ont besoin d'être désignés par résolution du conseil;

Considérant que la constitution du comité de coordination des mesures d'urgence relève du coordonnateur municipal à la sécurité civile;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal abroge la résolution #22-177 - Plan de sécurité civile, qui désignait des membres de l'organisation municipale à des fonctions de la sécurité civile.

Cette résolution abroge toutes les nominations antérieures concernant l'organisation municipale de la sécurité civile de la Municipalité.

Rés. #24-208
Nomination au
poste de
Coordonnateur
municipal à la
sécurité civile

Considérant que Le coordonnateur municipal de la sécurité civile actuellement en poste, Luc de la Durantaye, quitte son poste à la municipalité en date du 6 septembre 2024

En conséquence

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil désignent Benoît Cloutier coordonnateur municipal à la sécurité civile, en remplacement de Luc de la Durantaye.



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-209
Nomination au
poste
Coordonnateur
municipal
adjoint à la
sécurité civile

Considérant que Martin Leith, qui occupait la fonction de coordonnateur municipal adjoint à la sécurité civile, est parti à la retraite en mars 2024;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil désignent Nicolas Martineau coordonnateur municipal adjoint à la sécurité civile en remplacement de Martin Leith.

FINANCES ET
TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION

Rés. #24-210
Comptes du
mois de juillet
et août 2024

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que les conseillers autorisent le paiement des dépenses des mois de juillet et août 2024, telles que présentées au conseil. La greffière-trésorière certifie que des crédits sont disponibles pour procéder au paiement desdits comptes.

Rés. #24-211
Adjudication
de l'emprunt
de 3 961 000\$

Considérant que, conformément aux règlements d'emprunts numéros 07-527, 06-508, 08-550, 09-573, 14-651, 18-732, 13-639, 18-733, 18-729, 19-749, 23-832, 22-825, 22-827, 21-800 et 20-777, la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance;

Considérant que la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique « Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal », des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations, datée du 22 août 2024, au montant de 3 961 000 \$;

Considérant qu'à la suite de l'appel d'offres public pour la vente de l'émission désignée ci-dessus, le ministère des Finances a reçu trois soumissions conformes, le tout selon l'article 1066 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1) et de la résolution adoptée en vertu de cet article :

1 - VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE INC.

188 000 \$ 4,10000 % 2025
197 000 \$ 3,75000 % 2026
205 000 \$ 3,65000 % 2027
214 000 \$ 3,70000 % 2028
3 157 000 \$ 3,75000 % 2029
Prix : 98,68296 Coût réel : 4,07269 %

2 - VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.

188 000 \$ 4,00000 % 2025
197 000 \$ 3,75000 % 2026
205 000 \$ 3,65000 % 2027
214 000 \$ 3,70000 % 2028
3 157 000 \$ 3,70000 % 2029
Prix : 98,24900 Coût réel : 4,13519 %

3 - FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.

188 000 \$ 3,90000 % 2025
197 000 \$ 3,75000 % 2026
205 000 \$ 3,65000 % 2027
214 000 \$ 3,65000 % 2028
3 157 000 \$ 3,75000 % 2029
Prix : 98,29200 Coût réel : 4,16536 %



No de résolution
ou annotation

Considérant que le résultat du calcul des coûts réels indique que la soumission présentée par la firme VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE INC. est la plus avantageuse;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Marc Magny, appuyé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

Que l'émission d'obligations au montant de 3 961 000 \$ de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges soit adjugée à la firme VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE INC.;

Que la demande soit faite à ce dernier de mandater Service de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission;

Que CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents;

Que CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise la greffière-trésorière, madame Lynn Parker, à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destiné aux entreprises »;

Que la mairesse, madame Mélanie Royer-Couture, et la greffière-trésorière, madame Lynn Parker, soient autorisées à signer les obligations visées par la présente émission, soit une obligation par échéance.

CAPITAL
HUMAIN

La secrétaire d'assemblée informe les membres du conseil qu'aucun point n'a été reçu.

GREFFE ET
AFFAIRES
JURIDIQUES

La secrétaire d'assemblée informe les membres du conseil qu'aucun point n'a été reçu.

SÉCURITÉ
PUBLIQUE

Rés. #24-212
Autorisation à
la MRC -
Appel d'offres
sur invitation -
étude
radiocommu-
nications des
services
incendies

Considérant que les services incendie des MRC de La Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans ont des équipements de radiocommunications en commun;

Considérant que la dernière mise à jour de ces équipements remonte à 2015;

Considérant que l'efficacité de ces équipements et que la couverture sur l'ensemble du territoire s'est grandement détériorée;

Considérant que des essais pour améliorer le réseau ont été réalisés et que les résultats ne sont pas concluants;

Considérant que la MRC de l'Île d'Orléans a accepté de participer à cette étude;

Considérant que les radiocommunications sont primordiales pour la sécurité des intervenants d'urgence;

En conséquence

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Que le conseil municipal autorise la MRC de La Côte-de-Beaupré à procéder à l'appel d'offres sur invitation pour la réalisation d'une étude sur les radiocommunications des services incendie de la MRC de La Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans;

Que le conseil municipal autorise la MRC de La Côte-de-Beaupré à inclure la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges dans le volet local de l'appel d'offres.

LOISIRS

Rés. #24-213
Convention de
partenariat
entre Chalets
Montmorency
et Saint-
Ferréol-les-
Neiges

Considérant que la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges poursuit depuis plusieurs années l'objectif de proposer à sa population un accès à une piscine avec une volonté de développer la capacité de savoir-nager de ses citoyens, pouvant sauver des vies et d'améliorer leur santé générale et forme physique;

Considérant que la Municipalité souhaite donner un accès à des sessions d'initiation au milieu aquatique pour les très jeunes enfants, des cours de natation pour les enfants et des cours d'aqua-forme pour les adultes et aînés;

Considérant que la Municipalité souhaite collaborer avec une entreprise locale, Chalets Montmorency, qui possède un bassin intérieur pour mettre en place des sessions aquatiques;

Considérant que l'entreprise Chalets Montmorency propose à la Municipalité de mettre à disposition ses locaux de manière privative afin de permettre la mise en place d'une session de cours à l'automne 2024;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil autorisent la signature d'une convention de partenariat entre l'entreprise Chalets Montmorency et la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges, celle-ci pouvant être prorogée d'un commun accord entre les deux Parties, et ce, afin de permettre d'offrir des activités aquatiques à sa population;

Que les membres du conseil autorisent un déboursé de 700\$ par semaine pour la location des installations, lorsque des cours seront dispensés.

Rés. #24-214
Embauche
monitrice/
sauveteuse
pour activités
aquatiques

ABROGÉ le
15 octobre
2024
Résolution
24-238

Considérant que l'équipe des loisirs a été mandatée pour organiser des activités aquatiques destinées aux résidents de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges;

Considérant qu'une entente a été rédigée avec l'entreprise Chalets Montmorency pour l'utilisation de leur piscine;

Considérant que madame Karel Ferland possède la certification de sauveteur et a toutes les qualifications et certifications requises pour offrir des cours de natation et d'aqua forme et qu'elle a été retenue comme monitrice/sauveteuse des activités aquatiques;

Considérant que madame Karel Ferland n'est pas travailleuse autonome et n'opère pas une entreprise;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil autorisent l'embauche de madame Karel Ferland à un poste temporaire comme monitrice/sauveteuse, permettant ainsi à la Municipalité d'offrir des activités aquatiques à ses citoyens.



No de résolution
ou annotation

TRANSPORTS

Rés. #24-215
Réfection
d'une partie
des rangs St-
Antoine et
Ste-Marie -
PAVL - volet
redressement
et sécurisation

Considérant que le Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) vise à assister les municipalités dans la planification, l'amélioration et le maintien des infrastructures du réseau routier local et municipal dont elles ont la responsabilité;

Considérant que la Municipalité a pris connaissance des modalités d'application du volet Redressement et Sécurisation du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et s'engage à les respecter;

Considérant que les interventions visées dans la demande d'aide financière concernent des routes sous l'autorité municipale et des travaux admissibles à l'aide financière;

Considérant que seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière;

Considérant que le bénéficiaire d'une aide financière doit faire réaliser les travaux dans les douze mois suivant la lettre d'annonce et qu'il a pris connaissance des restrictions d'accès au programme prévues à la section 1.10 des modalités qui s'appliquent;

Considérant que la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges choisit d'établir la source de calcul de l'aide financière selon l'option de l'estimation détaillée du coût des travaux;

Considérant que le chargé de projet de la Municipalité, monsieur Benoit Cloutier, directeur général par intérim et greffier-trésorier adjoint par intérim, représente cette dernière auprès du Ministère dans le cadre de ce dossier;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal autorise la présentation d'une demande d'aide financière, confirme son engagement à respecter les modalités d'application en vigueur, reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et certifie que monsieur Benoit Cloutier, directeur général par intérim et greffier-trésorier adjoint par intérim, est dûment autorisé à signer tout document ou entente à cet effet, y compris la convention d'aide financière, lorsqu'applicable, avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

HYGIÈNE DU MILIEU

La secrétaire d'assemblée informe les membres du conseil qu'aucun point n'a été reçu.

URBANISME

Rés. #24-216
Création d'un
comité de
démolition

Abrogé le
15 octobre
2024

Résolution
24-240

Considérant qu'une demande de démolition d'un bâtiment qui date de 1931 a été reçue à la Municipalité;

Considérant que l'inventaire de 2015 est adopté par la MRC de la Côte-de-Beaupré, mais celui-ci n'est pas conforme à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel modifiée en 2021;

Considérant que le régime transitoire s'applique et requiert l'autorisation du ministère de la Culture et des Communications;

Considérant que le ministère pourrait demander à la Municipalité l'avis du comité de démolition;

Considérant qu'en vertu du chapitre numéro 1 et de l'article 11 du règlement 23-833 sur la démolition d'un immeuble, un comité de démolition composé de trois (3) membres du conseil de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges doit être formé;

Considérant que le mandat précis du comité est celui édicté à l'article 11 du règlement 23-833;

« Le comité sur les demandes de démolition a comme fonction de :



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-217
Permis PIIA
recommandés

1. Autoriser ou refuser les demandes d'autorisation de démolition d'un immeuble;
2. Approuver le programme préliminaire de réutilisation de sol dégagé;
3. Imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé;
4. Exercer tous les autres pouvoirs prévus au chapitre V.0.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1). »

Considérant que le mandat est pour une durée d'un (1) an et qu'il est renouvelable par résolution;

Considérant que le conseil municipal nomme un secrétaire du comité qui est responsable d'assurer son fonctionnement;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil adoptent une résolution permettant la création d'un comité de démolition.

Considérant que des demandes de permis ont été déposées pour des projets soumis au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que ces demandes rencontrent les objectifs et les critères du règlement sur les PIIA;

Considérant que les demandes respectent les dispositions du règlement de zonage #15-674;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a soumis, le 26 août 2024, des recommandations favorables à ces demandes de permis;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil accordent un permis de construction pour les projets suivants, dont l'un, sous conditions :

Adresse	Type de demande	Recommandations du CCU # résolution PV CCU
44, rue du Soleil-Levant	Rénovation de galerie d'une unifamiliale isolée	#24-82
140, rue du Parc	Rénovation de la galerie d'une unifamiliale isolée, agrandissement du bâtiment complémentaire et rénovation extérieure du bâtiment principal	#24-83
2833, av. Royale	Agrandissement du bâtiment complémentaire (sous conditions)	#24-85

Conditions pour approuver la demande de permis d'agrandissement du bâtiment complémentaire au 2833, avenue Royale : que l'ensemble du revêtement extérieur du bâtiment complémentaire actuel et projeté soit des mêmes matériaux et des mêmes couleurs que le bâtiment principal et que l'abri à bois actuel soit démoli.



No de résolution
ou annotation

Permis PIIA non-
recommandés

Rés. #24-218
4271, avenue
Royale

Considérant que la demande de permis a été déposée pour l’affichage d’enseignes de Boralex, situées au 4271, avenue Royale;

Considérant que la zone Aid-060 est soumise à l’application du règlement sur les PIIA;

Considérant que des informations requises à l’égard du PIIA ont été déposées pour traiter la demande;

Considérant que les dispositions de l’article 343 du règlement de zonage portant sur les normes applicables aux enseignes dérogatoires protégées entrent en conflit avec la présente demande;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil acceptent la recommandation du comité consultatif d’urbanisme (Rés. #24-84 du CCU du 26 août 2024) et refusent la demande de permis pour l’affichage d’enseignes de Boralex situées au 4271, avenue Royale afin de se conformer à la réglementation actuelle ou de déposer une demande de dérogation mineure.

Rés. #24-219
11, rue des
Pics

Considérant que la demande de permis pour l’agrandissement d’une résidence unifamiliale isolée située au 11, rue des Pics a été déposée ;

Considérant que la zone H1-110 est soumise à l’application du règlement sur les PIIA ;

Considérant qu’une liste de matériaux et couleurs a été déposée ;

Considérant que des plans qui ont été déposés ne sont pas complets ;

Considérant que le plan d’implantation n’est pas conforme, puisque l’agrandissement sur le plan est en cour latérale alors que les propriétaires souhaitent effectuer cet agrandissement en cour arrière ;

Considérant que l’information sur l’intégration architecturale doit être fournie, notamment sur le sens des revêtements projetés ;

Considérant que ce bâtiment présente des particularités architecturales qui requièrent des documents de conception complets ;

Considérant que si la demande est complète avant le 14 septembre 2024, alors il pourra être représenté au prochain Comité consultatif d’Urbanisme qui aura lieu en septembre 2024.

En conséquence

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil acceptent la recommandation du comité consultatif d’urbanisme (Rés. #24-86 du CCU du 26 août 2024) et refusent la demande de permis pour l’agrandissement d’une résidence unifamiliale isolée située au 11, rue des Pics.



No de résolution
ou annotation

Modification
des plans
soumis au PIIA

Rés. #24-220
Modification
des plans
soumis au
PIIA –
33, rue du
Franc-Clos

Considérant qu'un permis a été délivré en 2023 pour un agrandissement de la résidence unifamiliale isolée au 33, rue du Franc-Clos et que les plans avaient été approuvés par le conseil municipal;

Considérant qu'un changement de couleur a été demandé pour le revêtement extérieur, passant de bois couleur *Crique aux Renards* à bois MAIBEC de couleur *Greige des Champs*, mais que les matériaux et le type de pose demeurent similaires ;

Considérant que la demande respecte les objectifs et critères du PIIA en termes de sobriété des couleurs.

En conséquence

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil municipal acceptent la recommandation du comité consultatif d'urbanisme (Rés. #24-87 du CCU du 26 août 2024) et autorisent le changement de couleur pour le 33, rue du Franc-Clos.

Explication et
consultation
sur une
dérogation
mineure –
lot 6 470 926,
rue des Cimes

Le directeur général adjoint, Benoît Cloutier, donne des explications sur la demande de dérogation mineure pour le lot 6 470 926, sur la rue des Cimes, visant à autoriser une marge latérale combinée de 5,8 mètres alors que la grille des spécifications H2-203 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge latérale combinée doit être de 6 mètres minimum.

Nombre de personnes : 13
Aucune question n'a été reçue

Rés. #24-221
Décision sur
une demande
de dérogation
mineure –
lot 6 470 926,
rue des Cimes

Considérant que la demande de dérogation mineure au lot 6 470 926 visant à autoriser une marge latérale combinée de 5,8 mètres, alors que la grille des spécifications H2-203 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge latérale combinée doit être de 6 mètres minimum, a été déposée;

Considérant qu'en vertu de la grille des spécifications de zonage H2-203 du règlement de zonage no. 15-674, la marge latérale combinée doit être de 6 mètres minimum ;

Considérant qu'un plan d'implantation complet doit être fourni avec une demande de permis de construction pour pouvoir présenter à nouveau la demande de dérogation mineure, car il n'est pas possible pour les membres du CCU de formuler une recommandation sans comprendre les impacts.

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil acceptent la recommandation du comité consultatif d'urbanisme (Rés. # 24-88 du CCU du 26 août 2024) et refusent la demande de dérogation mineure pour le lot 6 470 926, sur la rue des Cimes, visant à autoriser une marge latérale combinée de 5,8 mètres, alors que la grille des spécifications H2-203 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge latérale combinée doit être de 6 mètres minimum.



No de résolution
ou annotation

Explication et
consultation
sur une
dérogation
mineure –
24, rue de
Coubertin

Le directeur général adjoint, Benoît Cloutier, donne des explications sur la demande de dérogation mineure au 24, rue de Coubertin, visant à autoriser l'agrandissement de l'habitation unifamiliale isolée avec la superficie maximale d'un logement additionnel qui correspond à 72,2% de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal, alors que le règlement de zonage no. 15-674 à l'article 76, alinéa 3, la superficie maximale d'un logement additionnel correspond à 30% de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal.

Nombre de personnes : 13
Aucune question n'a été reçue

Rés. #24-222
Décision sur
une demande
de dérogation
mineure –
24, rue de
Coubertin

Considérant que la demande de dérogation mineure au 24, rue de Coubertin visant à autoriser l'agrandissement de l'habitation unifamiliale isolée avec la superficie maximale d'un logement additionnel qui correspond à 72,2 % de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal, alors que le règlement de zonage no. 15-674 à l'article 76, alinéa 3, la superficie maximale d'un logement additionnel correspond à 30 % de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal, a été déposée ;

Considérant que le règlement de zonage no. 15-674 à l'article 76, alinéa 3, la superficie maximale d'un logement additionnel correspond à 30 % de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal ;

Considérant que le projet présente des qualités intéressantes, tel que l'ajout d'un logement additionnel et l'intégration architecturale harmonieuse au quartier

Considérant que la méthodologie de calcul du pourcentage de superficie du logement additionnel pour ce projet spécifique n'est pas suffisamment robuste pour confirmer la valeur de 72 % ;

Considérant qu'un permis de lotissement doit être présenté et conforme avant l'émission d'un permis de construction pour fusionner les lots 5 951 217 et 5 951 211 et le projet doit être présenté au comité consultatif d'urbanisme sous l'angle du PIIA;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil acceptent la recommandation du comité consultatif d'urbanisme (Rés. # 24-89 du CCU du 26 août 2024) et refusent la demande de dérogation mineure au 24, rue de Coubertin, visant à autoriser l'agrandissement de l'habitation unifamiliale isolée avec la superficie maximale d'un logement additionnel qui correspond à 72,2 % de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal, alors que le règlement de zonage no. 15-674 à l'article 76, alinéa 3, la superficie maximale d'un logement additionnel correspond à 30 % de la superficie de plancher de toutes les pièces habitables du logement principal.

Que le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil municipal de soutenir le projet et de préparer, en collaboration avec les propriétaires, un 2^e dépôt au comité consultatif d'urbanisme afin de préciser l'analyse réglementaire adéquate pour ce type de projet particulier.

Explication et
consultation
sur une
dérogation
mineure -
3821, avenue
Royale

Le directeur général adjoint, Benoît Cloutier, donne des explications sur la demande de dérogation mineure au 3821, avenue Royale visant à autoriser la marge arrière de 2,16 mètres, alors que la grille des spécifications H3-238 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge arrière doit être de 9 mètres minimum.

Nombre de personnes : 13
Aucune question n'a été reçue



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-223
Décision sur
une demande
de dérogation
mineure -
3821, avenue
Royale

Considérant que la demande de dérogation mineure au 3821, avenue Royale visant à autoriser la marge arrière de 2,16 mètres, alors que la grille des spécifications H3-238 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge arrière doit être de 9 mètres minimum a été déposée ;

Considérant qu'en vertu de la grille des spécifications de zonage H3-238 du règlement de zonage no. 15-674, la marge arrière doit être de 9 mètres minimum ;

Considérant que les solutions pour rendre conforme le bâtiment principal sont contraignantes et impliquent le déplacement du bâtiment ou l'achat d'une partie du terrain voisin;

Considérant que les armoires de rangement (bois) situées à l'arrière du bâtiment principal pourraient être déplacées ou démolies pour se conformer à la réglementation actuelle.

En conséquence

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil acceptent la recommandation du comité consultatif d'urbanisme (Rés. # 24-90 du CCU du 26 août 2024) et autorisent la demande de dérogation mineure au 3821, avenue Royale, visant à autoriser la marge arrière de 2,16 mètres, alors que la grille des spécifications H3-238 du règlement de zonage no. 15-674 mentionne que la marge arrière doit être de 9 mètres minimum, sous condition que le propriétaire démolisse ou relocalise les armoires de rangement (bois) de façon à se conformer à la réglementation pour les bâtiments complémentaires.

RÈGLEMENTS

Avis de motion

24-862_Projet
de règlement
décrétant le
traitement des
élus
municipaux et
abrogeant le
règlement
#24-849

Monsieur Marc Magny, conseiller, par la présente :

- donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-862, décrétant le traitement des élus municipaux et abrogeant le règlement #24-849, relatif au traitement des élus municipaux;
- dépose le projet de règlement numéro 24-862 intitulé *Règlement #24-862, décrétant le traitement des élus municipaux et abrogeant le règlement #24-849, relatif au traitement des élus municipaux.*

Adoption de règlements

Rés. #24-224
24-857_
Règlement
modifiant le
règlement
#15-673 -
construction
en zone
agricole
provinciale

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement sur les permis et certificats et sur l'administration des règlements d'urbanisme 15-673;

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges juge à propos de modifier son règlement sur les permis et certificats et sur l'administration des règlements d'urbanisme #15-673 afin de modifier les conditions particulières pour une résidence en zone agricole provinciale;

Considérant que le Schéma d'aménagement et de développement durable (SADD) de la MRC de La Côte-de-Beaupré contient des dispositions spécifiques à l'affectation agroforestière autorisant des usages résidentiels de faible densité sous certaines conditions;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-225
24-858_
Règlement
modifiant le
règlement de
zonage
#15-674 -
zones H3-218,
H1-213 et M-
217

Considérant qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le conseil peut modifier son règlement sur les permis et certificats et sur l'administration des règlements d'urbanisme 15-673;

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Stéphane Racine, conseiller, à la séance ordinaire du 12 août 2024 et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le processus d'adoption doit débiter par l'adoption d'un projet de règlement;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et appuyé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le Règlement #24-857, modifiant le règlement #15-673 sur les permis et certificats et sur l'administration des règlements d'urbanisme afin de modifier les conditions particulières pour une résidence en zone agricole provinciale.

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement de zonage #15-674;

Considérant que le conseil municipal peut modifier ce règlement en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant que les normes d'implantation et de hauteur dans la zone M-217 sont plus limitées que celles des zones d'habitation adjacentes à celle-ci;

Considérant que le conseil a reçu une demande pour construire une résidence sur les lots 6 472 856 et 6 472 857, lesquels sont situés dans la zone M-217 et dont les normes ne permettent pas la construction de ladite résidence ;

Considérant que la zone M-217 encadre 7 lots, dont 5 vacants, 1 construit, ainsi qu'un lot constituant une partie de la rue des Marguerites ;

Considérant que ces 6 lots sont en lien avec les zones H3-218 et H1-213 dans leur forme et dans leurs usages potentiels ;

Considérant que le conseil municipal souhaite donner suite à la demande et modifier la zone M-217 afin que les lots 6 472 856 et 6 472 857 soient entièrement inclus dans la zone H3-218;

Considérant que le conseil municipal souhaite harmoniser tous les lots situés dans la zone M-217 afin que ceux-ci soient dans des zones d'habitations;

Considérant que ce règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter, tel que prévu par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant qu'un avis de motion a été donné par monsieur Marc Magny, conseiller, à la séance ordinaire du 8 juillet 2024 et qu'un premier projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant l'assemblée de consultation publique tenue le 12 août 2024;

Considérant qu'un second projet de règlement a été déposé et adopté lors de la séance ordinaire du 12 août 2024;

En conséquence



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-226
24-860_
Règlement
décrétant les
modalités de
publications
des avis
publics et
certificats

Il est proposé par monsieur Éric Ennis, appuyé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le règlement #24-858, modifiant le règlement de zonage #15-674 par la modification des limites des zones H3-218 et H1-213, ainsi que la suppression de la zone M-217.

Considérant que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les compétences municipales et le Code municipal du Québec comportent des dispositions obligeant une municipalité à publier chaque avis public et son certificat selon divers délais prescrits « dans un journal diffusé sur leur territoire »;

Considérant que la publication des avis publics dans les journaux locaux devient de plus en plus compliquée par le fait qu'il n'y a plus qu'un journal local sur le territoire de la Côte-de-Beaupré et qu'il publie de manière mensuelle seulement;

Considérant que l'article 433.1 du Code municipal stipule ceci : « Sous réserve du troisième alinéa de l'article 433.3, une municipalité peut, par règlement, déterminer les modalités de publication de ses avis publics. Ces modalités peuvent différer selon le type d'avis, mais le règlement doit prévoir une publication sur Internet »;

Considérant que l'article 433.1 du Code municipal précise ceci : « Lorsqu'un tel règlement est en vigueur, le mode de publication qu'il prévoit a préséance sur celui qui est prescrit par les articles 431 à 433 ou par toute autre disposition d'une loi générale ou spéciale »;

Considérant que l'article 433.2 du Code municipal stipule ceci : « Un règlement adopté en vertu de l'article 433.1 ne peut être abrogé, mais il peut être modifié »;

Considérant que l'article 433.3 du Code municipal stipule ceci : « Le gouvernement peut, par règlement, fixer des normes minimales relatives à la publication des avis publics municipaux. Des normes différentes peuvent être fixées pour tout groupe de municipalités. Le règlement doit prévoir des mesures visant à favoriser la diffusion d'une information complète, compréhensible pour le citoyen et adaptée aux circonstances. Il peut également prévoir que les municipalités ou tout groupe de celles-ci, qu'il identifie, doivent adopter dans le délai prescrit un règlement en vertu de l'article 433.1 »;

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Camille Nadeau, conseillère lors de la séance ordinaire du 12 août 2024 et que le projet de règlement a été déposé lors de cette même séance;

En conséquence

Il est proposé par monsieur Éric Ennis, appuyé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le règlement #24-860, décrétant les modalités de publication des avis publics et certificats émis par la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges, dans le processus d'adoption des règlements municipaux.

INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL

Vincent Villemure rappelle que samedi le 14 septembre, il y aura des activités de 13 h à 16 dans le cadre de « Parcs en Fête. »

Éric Ennis rappelle la date d'échéance du 25 septembre pour le 3^e versement de la taxe foncière.

Éric Ennis rappelle la tenue du congrès de la FQM du 26 au 28 septembre.

Camille Nadeau souligne qu'il reste quelques places dans l'offre automnale des loisirs et qu'il est possible de s'inscrire via Qidigo.



No de résolution
ou annotation

PROCHAINE
SÉANCE DU
CONSEIL

Rés. #24-227
LEVÉE DE LA
SÉANCE

Fin de la
séance

La prochaine réunion du conseil aura lieu le 15 octobre 2024 à 19 h 30.

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que la séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges soit levée à 20 h 20.

Levée de la séance à 20 heures 20.

Mélanie Royer-Couture, mairesse

Lynn Parker, greffière-trésorière